

Article original

## Femmes-mâles et alimentation à Abidjan (Côte d'Ivoire)

*Adolin Paul EGNANKOU*

Sociologue, enseignant-chercheur à l'Institut d'Ethno Sociologie, Université Félix Houphouët Boigny d'Abidjan Cocody (Côte Ivoire), Laboratoire de Sociologie Économique et d'Anthropologie des Appartenances Symbolique (LAASSE), 22 PB 63 Abidjan 22

**Auteur correspondant :** [adolinegnankou2010@yahoo.fr](mailto:adolinegnankou2010@yahoo.fr)

Article soumis le 02/08/2021 et accepté 06/12/2021

**Résumé :** Le présent article a pour objectif de comprendre le phénomène de transformation statutaire des « femmes-mâles » afin de saisir la manière dont les espaces sociaux de production et de commercialisation des aliments dans la ville d'Abidjan sont révélateurs de différents types de rapports de pouvoir. Nonobstant les facteurs culturels et économiques handicapants, des femmes parviennent, par la vente d'aliments, à une reconstruction statutaire ainsi qu'à un repositionnement social, voire à des rapports de domination. Ce qui leur vaut l'appellation de « femmes-mâles ». Comment ce processus de reconstruction statutaire participe-t-il à la légitimation de leur pouvoir de domination ? Cet article répond à cette question centrale en rendant compte de l'analyse des données d'une enquête ethnographique menée dans la ville d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Il ressort de cette analyse que : i) cette réalité renvoie à une dés-identification par l'adoption d'une carrure ou d'un comportement reconnu comme masculin et qui prend la forme de resocialisation de soi afin de réduire les vulnérabilités socioéconomiques et psychologiques ; ii) le "dehors" ou les marchés alimentaires urbains se donnent à voir comme des lieux de démonstration du pouvoir sur les pairs et sur certains hommes par la mobilisation d'un capital social fondés sur l'ethnie, la parenté et l'entraide; iii) à partir du "dedans", par des dons multiformes et la prise en charge des dépenses alimentaires domestiques,

**Mots-clés :** Abidjan, alimentation, rapport de domination, femme-mâle, socio-économie.

**Abstract:** This article try to understand the phenomenon of the statutory transformation of female male women in order to know how the social spaces for production and marketing of food in the Abidjan city's of reveal different

types of power relationships. Despite the crippling cultural and economic factors, women are able to achieve statutory reconstruction, social repositioning and even dominance through the sale of food. This is why they are called « female male women ». How does this process of statutory reconstruction contribute to the legitimisation of their power of domination? This article answers this central question by reporting on the analysis of data from an ethnographic survey conducted in the Abidjan's city, in Côte d'Ivoire. The analysis shows that (i) this reality refers to a identification through by adopting is recognized by people as masculine character or behaviour in the form of self resocialisation in order to reduce socioeconomic and psychological vulnerabilities ; (ii) Outside or urban food markets are seen as a demonstration of power peers and some men through the mobilization of social capital based on ethnicity, kinship and mutual aid ; (iii) inside, through multiface donations and food expenses, male-women impose their spouses financial and symbolic domination or bilateral cooperation.

**Keywords:** Abidjan, diet, relationship domination, male-female, socio-economic.

## Introduction

Depuis l'indépendance politique de la Côte d'Ivoire, Abidjan, la capitale économique, connaît un développement de ses infrastructures, de ses activités socioéconomiques et un rapide accroissement géographique : de 2,9 million d'habitants en 1998, la population est passée à 5,5 millions en 2019 (INS DGPCP, 2015 ; INS, 2019). D'une part, ces caractéristiques particulières de la ville d'Abidjan sont favorables à l'individualisation et à la distanciation des citoyens vis-à-vis des pressions liées aux valeurs et croyances traditionnelles. Ces caractéristiques sociodémographiques créent également une forte demande alimentaire et donc des possibilités de réalisations d'activités génératrices de revenus. C'est pourquoi, ce marché urbain est devenu un débouché très prisé par les populations rurales, surtout les femmes, dans la mesure où il leur permet de rendre plus visible leur capacité entrepreneuriale fondée sur la vente d'aliments cuisinés (Vidal, 1985) et non cuisinés (Chaléard, 1996 ; Douka, 2012).

D'autre part, l'environnement socioéconomique des femmes est souvent marqué par des vulnérabilités : analphabétisme, faible niveau de scolarisation et de qualification formelle au niveau professionnel, divorce, veuvage, célibat, quasi absence de sources

de revenus et disputes constantes entre coépouses. De plus, des comportements et opinions défavorables aux femmes, voire des violences dans les ménages, sous-tendues par des inégalités socioculturelles et économiques basées sur le genre, sont régulièrement dénoncées par des institutions nationales et internationales (Banque Mondiale, 2012 ; 2013 ; Ministère de la famille, de la femme, de l'enfant et des affaires sociales, 2012). Dans ce sens, des données indiquent que dans l'alimentation de rue « 41,1% des femmes n'ont jamais été à l'école, 32,5% ont été à l'école primaire et 29,5% ont été jusqu'au lycée » (Siamo, 2017 :18). Nonobstant les facteurs handicapants évoqués, grâce aux activités de vente d'aliments, des femmes parviennent à une revalorisation et à un renforcement de leur statut social ainsi qu'à un repositionnement social. Ce qui leur vaut, dans l'imaginaire populaire et dans la pratique des activités commerciales, l'appellation de « femmes-garçons » ou de « femmes-mâles ».

En effet, cette évocation est traduite en Baoulé <sup>1</sup> par « Bla Yassoua » ; « Bla » signifiant femme et « Yassoua » homme ou garçon. Elle renvoie également à un personnage hermaphrodite qui déstabilise l'ordre des choses à cause de son caractère ouvert, de son goût du paradoxe, de ses tendances subversives, hétérogènes et anormales. Les rapports entre la « femme-mâle » et la gente masculine se trouvent parfois inversés, du moins structurellement et économiquement <sup>2</sup>. Ce faisant, la femme socialement traditionnellement et culturellement dominée se reconstruit d'une part, un autre statut social : celui de femme-mâle. Il ne s'agit pas du 'tomboyisme' ou du 'tomboyhood' (Abate,

---

<sup>1</sup> Les Gouro forme un groupe ethnoculturel situé au centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Les femmes gouro sont initiatrices des coopératives de production et de commercialisation de produits agricoles alimentaires à Abidjan. De ce fait, elles sont démographiquement et sociologiquement majoritaires dans la pratique de cette activité.

<sup>2</sup> Selon la présidente Irié Lou Collette, la FENACOVICI regroupe plus de 1800 coopératives dont les objectifs visent à organiser, distribuer, conserver et à transformer les produits agricoles alimentaires vendus dans les villes de la Côte d'Ivoire.

2008), c'est-à-dire d'une auto-identification en tant que 'garçon manqué' aboutissant parfois au lesbianisme, ni d'une transformation technique ou hormonale du corps. Il s'agit plutôt de femmes adultes adoptant, en lien avec le fait alimentaire urbain, une mixité de comportements, de pratiques et de caractère généralement attribués à la gente masculine pour se maintenir dans leurs activités commerciales et leurs ménages. En effet, la conservation du corps et du sexe biologique dans un genre masculinisé produit une identité hybride biologiquement féminine, mais socialement et psychologiquement masculine qui est celle de la femme-mâle. Comme l'homme, elle priorise l'action, le pouvoir, la compétence et l'accomplissement. Cette réalité de la des-identification se perçoit comme une forme de resocialisation de soi : être en harmonie avec soi-même et les autres afin de réduire les vulnérabilités socioéconomiques et psychologiques par la reconstruction d'une identité acquise par le fait alimentaire urbain.

Ainsi dans la pratique des activités commerciales alimentaires en milieu urbain, le statut social valorisant des commerçantes met en exergue, *in fine*, une reconstruction, voire une inversion des rapports de pouvoir qui leur est favorable en dépit des pressions venant des sociétés dites traditionnelles et phalocrates. Ce constat paradoxal suscite le questionnement suivant : Comment, autour de la vente d'aliments dans la ville d'Abidjan, le statut acquis des « femmes-mâles » se révèle-t-il comme un processus de reconstruction du statut traditionnellement hérité, participant de ce fait à la légitimation de leur pouvoir de domination ? Quels sont les facteurs qui favorisent l'émergence de la construction du "nouveau" statut social des « femmes-mâles » ? Dans cette dynamique de reconstruction statutaire, quelles ressources ces dernières mobilisent-elles aussi bien au « dehors », c'est-à-dire dans les marchés, les rues, qu'au « dedans » des ménages ? Quels en sont les enjeux ?

Le présent article a pour objectif de comprendre le phénomène de transformation statutaire des « femmes-mâles » afin de saisir la manière dont les espaces sociaux de production et de

commercialisation des aliments dans la ville d'Abidjan sont révélateurs de différents types de rapports de pouvoir. Ainsi, après l'exposé de la méthodologie, les résultats de cette étude seront présentés. Ils portent d'abord sur les conditions d'émergence à partir desquelles les « femmes-mâles » en question se construisent individuellement et collectivement comme telles. Est ainsi décrite la façon dont ces femmes opèrent la déconstruction de leur statut traditionnel, en se déterritorialisant des villages et des foyers pour se « reterritorialiser » dans les marchés et les rues d'Abidjan. Les résultats démontrent ensuite que le « dehors » ou les marchés alimentaires des communes ciblées se donnent à voir comme des lieux de démonstration du pouvoir sur les pairs et sur certains hommes par la mobilisation des liens sociaux fondés sur l'ethnie, la parenté et l'entraide entre membres. Ils montrent enfin comment à partir « du dedans », par des dons multiformes et la prise en charge des dépenses alimentaires domestiques, des « femmes-mâles » réussissent à imposer une domination financière et symbolique sur leurs coépouses et conjoints ou, dans certains cas, une coopération bilatérale de la part de ces derniers.

## **1-Méthodologie**

Cette recherche a été menée à Abidjan, dans les communes d'Adjamé, de Yopougon et de Cocody où le commerce de vivres (tubercules, légumes, fruits, poissons, gibiers, feuilles, légumineuses, graines, etc.) et de plats cuisinés par des femmes connaît un dynamisme particulier. Les communes citées ont été sélectionnées sur la base de la renommée des coopératives et des restaurants de rue qui s'y trouvent. La plupart de ces femmes sont analphabètes ou peu instruites, mais elles restent très actives dans l'alimentation marchande et domestique. C'est donc principalement auprès de cette catégorie d'actrices (commerçantes de produits agricoles alimentaires et restauratrices) que nous avons collecté des données sous formes d'observations et de récits de vie. En raison des occupations et de la réticence de certaines enquêtées, la sélection de la plupart des participants s'est effectuée grâce à l'échantillonnage par réseau ou en boule de neige. Il a consisté à

choisir un noyau de femmes, leaders de coopératives de vivriers et responsables de restaurants, considérés comme influentes. À ce noyau, nous avons ajouté tous ceux et toutes celles qui sont en relation d'affaire, de travail ou de conjugalité (N'da, 2015).

Des entretiens semi-directifs ont été essentiellement menés avec cette catégorie d'actrices. Ceci a permis de discuter et d'observer concrètement la réalité des stratégies alimentaires, en termes de pratiques de vente et de décisions prises. Au sein des structures dédiées à l'alimentation urbaine, les « femmes-leaders » sont perçues par les pairs, les salariés ou certains de leurs époux comme des “mamans” ou des “tanties”. Ainsi, accorder temps de parole à ces personnes qui ont souvent peu d'espaces pour parler de leur vie est généralement bien accueilli (et les rares refus d'entretiens sont riches d'enseignements). En échange du don qu'elles font de leurs expériences, nous avons adopté une posture « compréhensible » qui cherche avec elles et leurs pairs à organiser les récits des processus alimentaires, c'est-à-dire à resserrer les fils des événements, à les relier à des données plus précises du phénomène.

La collecte des données à travers la perspective adoptée repose sur l'analyse des informations liées aux trajectoires professionnelles, familiales et résidentielles. Cette approche a permis de prendre en compte tout ce qui entoure la pratique de l'alimentation marchande dans la ville d'Abidjan. L'alimentation est un sujet propice à évoquer les dynamiques intragroupes, comme des divergences au sein des coopératives de produits agricoles alimentaires, des restaurants de rue et permet de ce fait, de faire une triangulation, c'est-à-dire d'aller au-delà des discours conformistes et formalistes de la part de certains enquêtés.

À ce niveau, les récits de vie (Bertaux, 1997) centrés sur l'alimentation urbaine aident à retracer, comme chez les “mamans”, “ tanties”, le fil des expériences individuelles, professionnelles, familiales et leurs transformations. Ils permettent ainsi d'appréhender une dynamique temporelle. Dans certains cas, pour limiter les effets d'influence d'une actrice très dominante sur

les informations fournies dans les locaux d'enquête (restaurants, marchés), nous avons proposé aux personnes sélectionnées que les entretiens soient poursuivis dans leurs lieux de résidence ou à proximité. Cela permet d'accéder à l'unité du couple, unité pertinente pour étudier les rapports à l'alimentation urbaine et les interactions qui se tissent autour.

Les récits de vie, sous forme d'entretiens semi-directifs, ont également mis en évidence les lignes de tensions intraconjugales complexes des unités domestiques enquêtées. En effet, si la production alimentaire domestique urbaine peut être analysée en termes de contraintes, elle peut aussi être entendue comme une source de pouvoir non négligeable (De Singly, 1986), catalyseur de conflits, de souffrances, quelques fois aussi de coopération et d'entente dyadiques. La dimension conflictuelle de l'alimentation domestique touche à la vie privée, à l'intimité et à l'honneur de certains hommes (conjoints) en situation de vulnérabilité physique et économique (retraités, chômeurs, malades chroniques ou invalides). C'est pourquoi certains hommes éprouvent de la gêne, de la honte pour en parler en présence de femmes dominantes. De ce fait, les entretiens se sont déroulés parfois hors du domicile ou en absence des femmes. Ils ont reposé sur les représentations sociales des effets des pratiques culinaires et de consommation alimentaire domestique sur les rapports intra-couples.

Par ailleurs, la collecte des données a mobilisé : i) des observations participantes qui ont consisté à proposer une aide pratiques soit à la vente de vivriers ou d'aliments cuisinés (rarement acceptée par les commerçantes, car contraire à l'éthique selon certaines traditions et croyances qui interdisent d'impliquer un visiteur, de surcroît un homme, dans une activité exclusivement féminine), soit à l'installation ou au déplacement d'une personne ayant un déficit physique ; ii) des prises de notes complémentaires sur des entretiens informels, à bâton-rompu, qui ont eu lieu sur toute la durée de l'enquête de terrain qui a privilégié l'immersion d'un mois dans les sites de vente d'aliments (marchés de produits agricoles alimentaires et restaurants). Au total, nous avons

interviewé 27 commerçantes de vivriers, 31 restauratrices et 6 hommes ou époux. Les différentes données collectées ont nourri l'analyse des résultats exposés ci-après.

## **2- Contexte d'émergence des femmes-mâles en question**

Les changements du statut des femmes, dans les relations de genre construits autour du fait alimentaire urbain émergent en général d'un contexte de crises macro et micro sociales : économiques, professionnelles, socioculturelles, conjugales, rapports conflictuels avec des coépouses.

D'abord d'un point de vue sociohistorique, durant la colonisation au XX<sup>e</sup> siècle, les femmes ivoiriennes étaient exclues de l'économie de plantation et confinées aux cultures d'autosubsistance alimentaire (Essoh, 1980). À ce sujet, Coquery-Vidrovitch précise qu'en Afrique coloniale,

la femme n'était que la fille, la sœur, l'épouse ou la mère de l'homme dominant. C'est d'ailleurs pourquoi les femmes, en général surexploitées au sein de leur propre clan, n'eurent longtemps pas le droit d'aller gagner leur vie au dehors y compris comme domestiques, ce qu'elles étaient pourtant chez elles (...). Le dehors, le domaine du salariat, de l'école, de la politique, était le domaine masculin par excellence (2005 : 2).

Toutefois, les femmes immigrèrent dans les villes, notamment à Abidjan, pour travailler. Beaucoup réussirent avec succès en s'intégrant dans un pan du tissu économique laissé de côté par le secteur formel et les hommes : l'alimentation. De plus la crise économique, survenue depuis les années 1980, contribue fortement au chômage et aux licenciements des hommes salariés. Par conséquent les revenus des femmes, issus des activités informelles, sont perçus comme un complément de salaire apprécié dans un contexte d'instabilité économique et de précarité professionnelle des hommes. De ce fait la ville d'Abidjan, par les opportunités qu'elle offre, devient le lieu où les processus dynamiques d'affranchissement à l'égard des pressions communautaires et coutumières, du statut et des rôles assignés traditionnellement à la naissance prennent leur ancrage. Dès lors, la ville d'Abidjan était -



continue d'être - non seulement une possibilité de revenu, mais aussi un lieu de transformation des statuts de la catégorie sociale marginalisée. Cette ville se présente également comme un espace de protection sociale pour les femmes dominées par des impératifs d'urgence et de survie.

C'est dans ce contexte crisogène qu'une femme d'ethnie gouro crée une coopérative de commercialisation et d'approvisionnement en produits servant de base à l'alimentation des ménages abidjanais. À ce propos, une commerçante enquêtée, dame Zamblé, raconte que :

Ce sont les femmes gouro, avec à leur tête Nanti Lou Rosalie, qui faisaient venir par train, de Bouaké, d'Agboville, de Rubino, d'Azaguié. Elles prélevaient, à l'époque, sur chaque sac de vivriers 10 francs CFA comme taxe. C'est cet argent qui a aidé, avec l'appui du premier Président ivoirien, Félix Houphouët Boigny, à construire ce marché Roxy, qu'on appelle aussi marché gouro.

Vu le succès de cette initiative, d'autres coopératives et même une Fédération nationale des coopératives de vivriers de Côte d'Ivoire (FENACOVICI)<sup>3</sup> sont créées, attirant ainsi de nombreux entrants dans le secteur de l'alimentation urbaine. Au niveau sociologique, c'est à partir des trajectoires de vie que les femmes commerçantes reconstruisent, par la vente d'aliments à Abidjan, le statut social traditionnellement hérité. En effet, certaines ont choisi l'une des formes d'activité commerciale alimentaire à cause des difficultés conjugales, de la faiblesse des niveaux d'étude, des insuffisances des parcours professionnels et des circonstances de socialités différenciées. C'est le cas de Jeanne, Léopoldine, Joséphine et Rose qui soutiennent :

Je suis veuve et il n'y a personne pour s'occuper de mes enfants et moi ; mon mari m'a laissée (divorcée) ; Je suis célibataire avec des enfants à nourrir ; Au village, j'étais dans un foyer polygamique ; il y avait de fréquentes scènes de palabres et de jalousies entre mes coépouses et moi. C'était pareil avec nos

---

<sup>3</sup> Les Abidji, font partie du grand groupe sociolinguistique Akan, vivant dans le Sud forestier de la Côte d'Ivoire.

enfants respectifs. Pour prouver aux autres que je peux bien m'en sortir toute seule, je me suis lancée dans le vivrier.

Pour d'autres, c'est l'affaiblissement des liens sociaux qui motivent leurs décisions de quitter leurs localités d'origine pour pratiquer les activités de restauration ou de commercialisation d'aliments en ville. Yvette révèle :

Je suis orpheline de mère. Après le décès de mon père en 1998, mes parents, c'est-à-dire mes oncles, mes tantes, mes cousins, bref tout le monde du côté paternel a refusé de m'apporter de l'aide ; donc j'ai décidé de quitter le village et de venir me rechercher à Abidjan. Je me suis lancée dans la restauration de rue, faute de moyens conséquents.

Ces situations sont parfois vécues par les enquêtées à la fois comme une exclusion sociale et comme des défis à relever. Autrement dit elles constituent, pour ces dernières, des moyens de conquérir leur indépendance et une autonomie que leur refuse la traditionnelle division sexuelle du travail. C'est pourquoi, celles qui s'inscrivent dans un dynamisme d'autonomie financière et ayant un comportement et/ou un caractère dit (s) masculin (s) sont présentées comme des « femmes-garçons » ou « femmes-mâles ». En Côte d'Ivoire, plus précisément chez les peuples gourous les mots « Litagonin ou « Ligonin » s'apparentent à la notion de femme-mâle. Ils rendent compte et consacrent la femme-leader qui, par son hardiesse, acquiert un important pouvoir économique, voire politique. Le statut de « Litagonin » permet donc à cette catégorie de femmes de posséder et d'être propriétaires de terrains, de champs, d'écoles et de biens immobiliers. Des enquêtées commerçantes disent connaître certaines des leurs avoir remboursé « la dot de leur époux, après une infidélité conjugale avérée ». D'autres « dotent les femmes de parents et d'amis proches » ; sans oublier celles qui « organisent des funérailles onéreuses et ostentatoires pour se donner une visibilité sociale ». Pourtant, dans le passé, ces rôles et comportements relevaient de la personnalité ainsi que de la responsabilité exclusive de l'homme.

De ce qui précède, la « femme-mâle » se donne à voir comme une réalité polymorphe, socialement construite du statut acquis par une

femme, du fait de son ardeur au travail. Ce statut social, selon les enquêtées, se différencie de celui que la femme hérite traditionnellement. Il lui permet de se recomposer et de se réinterpréter socialement en tant que femme-leader, entreprenante, femme battante, financièrement autonome qui s'impose par ses décisions et sa volonté aux autres, les hommes y compris. Ainsi, la quête de cette reconstruction permanente du statut social hérité nécessite la mobilisation de ressources à partir desquelles naissent des rapports de pouvoir dans l'espace social du « dehors ».

### **3- Le « dehors » : le marché alimentaire urbain comme lieu d'expression de rapports de pouvoir des femmes-mâles.**

À Abidjan, les activités professionnelles des « femmes-mâles » sont souvent basées sur l'alimentation. Elles révèlent des rapports de domination et de positions hiérarchisées au sein des groupes de commerçants structurés en coopératives de commercialisation de produits agricoles alimentaires. À ce sujet, les récits d'une commerçante, Ta Lou, confirment que ce sont des femmes analphabètes ou peu lettrées comme « Nanti Lou Rosalie, Zamblé Lou Madeleine, toutes de l'ethnie gouro qui, avec très peu d'argent, ont créé les premières coopératives de vente de vivriers à Abidjan, voire en Côte d'Ivoire ». Plus tard, pour répondre à l'accroissement des besoins alimentaires de la ville d'Abidjan, Irié Lou Collette et Boty Lou Rosalie vont s'intéresser aux coopératives de vivriers. Ces femmes travaillent «dehors», dans les marchés ou les rues, comme les hommes. Le succès des exemples cités incite d'autres femmes à quitter les villages pour élire domicile à Abidjan. Très souvent avec l'accord de leurs maris, elles vont intégrer ces groupes pendant quelques mois. D'abord, elles y reconstruisent leur identité statutaire par le jeu des liens sociaux fondés sur l'ethnie, la parenté et l'entraide entre membres. Elles y reconstruisent leur identité statutaire par le jeu des liens sociaux fondés sur l'ethnie, la parenté et l'entraide entre membres. Selon les enquêtées, le pouvoir de gouvernance est détenu par les

femmes-mâles, initiatrices de la création des coopératives et exercé sur ceux qui y adhèrent.

Ici ce sont les femmes qui ont créé la coopérative qui décident. Nous suivons ce qu'elles nous disent de faire pour la bonne marche de nos activités. Ce sont nos doyennes, nos mamans qui ont plus d'expérience que nous nous ; Nous sommes des parents parce que nous sommes d'abord des femmes gouros, ensuite nous les Gouros, sommes nombreuses dans la coopérative. Même avec les femmes ou les garçons d'autres groupes ethnies, il y a des rapports d'entente, d'entraide. Quand il y a un problème entre nous commerçants ou avec des agents de la mairie, ce sont nos devancières ou nos aînées qui les règlent.

Ces propos montrent que le capital social, l'expérience et le capital économique sont des ressources mobilisées dans les rapports de pouvoir. En effet, les femmes dominantes des groupes sont désignées par les cadettes, les apprenantes et les autres membres comme les « doyennes », les « aînées » ou les « mamans ». Le droit d'aïnesse, idéologiquement construit, donne le pouvoir aux plus âgées et expérimentées de régler les différends professionnels entre acteurs locaux (commerçants) comme ceux rencontrés avec les autorités administratives. De plus, les « doyennes » renforcent leur pouvoir de domination sur les coopératrices en imposant des barrières à l'entrée de l'activité. Sylvie, commerçante au marché Doukouré de Yopougon, atteste que :

Chez nous, pour entrer dans la coopérative, nous menons une enquête de moralité pour nous rassurer que la requérante n'est pas 'une brebis galleuse'. Cette dernière doit être parrainée par une commerçante plus expérimentée et sérieuse. Ici, il n'y a pas de droit d'adhésion à verser, mais cela existe dans d'autres coopératives où ce droit est parfois fixé jusqu'à plus de 500 000 francs CFA.

Enfin pour réussir leurs activités commerciales, les commerçantes se "dégenrent" pour adopter une carrure, un comportement d'homme : l'absence répétée de la maison, le caractère courageux et intrépide face aux dangers périlleux. En effet, la plupart d'entre elles se sentent obligées d'abandonner la maison conjugale

au cours de la semaine et de n'y retourner que le week-end. Denise raconte :

C'est à 5h du matin que les grossistes nous donnent à crédit leurs produits (manioc, banane, aubergine, graine, gombo, piment, etc.). Nous devons leur rembourser le lendemain. Ceci nous oblige à vendre dès réception des produits jusqu'à 18h. À la fin de la journée, nous rangeons nos affaires, cherchons à nous laver. Avant nos devancières dormaient sur les étals jusqu'au petit matin pour reprendre les activités. Elles regagnaient leurs foyers pour voir leurs maris et enfants le samedi soir pour revenir le lundi matin.

Elle précise en illustrant son récit par un exemple :

Pendant la crise militaro-politique, l'approvisionnement des ménages abidjanais était très pénible et risqué. Une fois, des hommes en armes ont arrêté notre camion. Le chauffeur et son apprenti ont réussi à fuir. Les militaires nous ont fait descendre, nous les femmes et emmenées dans la broussaille. Ils nous ont dépouillé de notre argent, de nos bijoux et téléphones portables. Heureusement, nous n'avons pas été violées.

Au-delà du « dehors », les « femmes-mâles » déploient des logiques, à partir de ressources comme le don, des biens économiques et symboliques, dans le champ social de la conjugalité ou « dedans » dans lequel s'expriment des rapports de pouvoir, parfois symboliquement teintés de domination du féminin sur le masculin.

#### **4-Femmes-mâles et rapports de pouvoir de domination symbolique**

Les activités commerciales de produits alimentaires à Abidjan génèrent, dans bien des cas, d'importantes ressources financières aux actrices du secteur. L'ascension sociale et le pouvoir économique que ces ressources produisent, influent, dans le cadre du ménage, diversement sur les perceptions, les pratiques et les comportements des femmes vis-à-vis des autres acteurs qui s'y trouvent. En effet, du fait de leur pouvoir économique, certaines femmes se construisent une autorité vis-à-vis de leurs maris et soumettent symboliquement leurs coépouses sur la base de

récompenses et de dons. Dame Goré Lou affirme que :

Comme je ne vis pas constamment dans mon foyer, du fait de mes activités commerciales, pour compenser cette absence dont l'une des conséquences directes est le surplus des travaux domestiques pour mes coépouses, je prends en charge les dépenses scolaires de tous les enfants de notre mari. J'offre souvent des pagnes, bijoux, habits à mes coépouses. Je n'oublie pas non plus monsieur (mari) à qui j'ai donné une moto. Je lui donne aussi de l'argent et j'ai acheté un terrain à son nom. Quand c'est comme ça, tout le monde te respecte.

Par la redistribution des revenus de leurs activités, des dons matériels (pagnes, construction de maisons, bijoux, fournitures scolaires pour les enfants des coépouses) des femmes commerçantes de notre champ d'étude renforcent leur pouvoir de décision et de domination sur les autres acteurs du ménage. Ce faisant, elles contraignent symboliquement ces derniers à se soumettre, à cause des divers dons qu'ils espèrent en retour. Toutefois, au-delà de cette générosité, les donateurs recherchent une visibilité sociale et une existence atemporelle dans les mémoires collectifs communautaires. C'est ce que confirme Laure : « je me sens respectée, intégrée à la vie sociale et on parlera encore de moi, même après ma mort ». Yvonne, une restauratrice, ajoute :

Je peux dire que je suis femme-garçon, c'est-à-dire une femme capable, car avec l'argent de mon restaurant, j'ai acheté un terrain au nom de mon mari à plus de 3000 000 francs CFA. C'est moi qui assure la nourriture, ainsi que les autres dépenses de la maison. D'une certaine façon, on peut dire que je suis le mari et lui la femme, parce que je fais presque toutes les dépenses.

Pour la plupart des hommes interrogés, c'est une réelle fierté que d'avoir des épouses battantes et intrépides. Elles sont présentées comme des modèles de réussite entrepreneuriale, comme Nanti Lou Rosalie qui a eu plusieurs prix dont la coupe nationale de l'excellence et le prix de la meilleure femme entrepreneure de l'année 1997. Irié témoigne :

Au début de la vente de vivriers à Abidjan, les gens se moquaient de nous, parce que nous étions sales. Mais c'était des étrangers

pour nous. Grâce au courage, aujourd'hui les résultats sont là. Il y a véritablement un sentiment de fierté qui, hier, dominées et marginalisées trouvent désormais dans les activités commerciales alimentaires un épanouissement personnel. En plus, nos maris, nos communautés et même la société ivoirienne, à travers les Présidents, les Ministres, nous considèrent comme des modèles de réussite professionnelle.

## **Discussion**

Les résultats de l'étude ont indiqué que dans la ville d'Abidjan les femmes-mâles reconstruisent leur identité statutaire autour des activités commerciales alimentaires par le jeu des liens sociaux fondés sur l'ethnie, la parenté et l'entraide entre membres coopératrices. En effet les « aînées », les « doyennes » ou les « mamans » sont les plus dominantes dans les coopératives et les marchés. Ce droit d'aïnesse, idéologiquement construit, leur donne en effet le pouvoir de dominer socialement les hommes qui possèdent des capitaux culturels, c'est-à-dire des diplômes dits formels et des connaissances intellectuelles plus importants que les leurs. Ce droit d'aïnesse et l'expérience acquise leur donnent également le pouvoir de régler toutes sortes de différends professionnels. Les analyses ont montré que pour réussir leurs activités commerciales alimentaires, les commerçantes adoptent un caractère et/ou un comportement généralement imputé à l'homme : absence répétée de la maison, caractère courageux et intrépide face aux situations périlleuses comme la guerre, dormir sur des étals des marchés, diriger durablement des micro-entreprises (restaurants, commerces et coopératives), assumer certaines responsabilités traditionnellement dévolues à l'homme tel que prendre financièrement en charge les dépenses des ménages. L'étude d'un phénomène similaire au Cameroun légitime ce fait. En effet les sociétés Baka, des ethnies pygmées du Sud-Cameroun, s'adaptent au contexte de la dynamique du changement social en ajustant de manière progressive la répartition sexuelle des tâches à la nouvelle réalité socio-économique. Chez les bakola, les femmes ne sont pas exclues de la chasse et de l'accès aux armes, contrairement à une répartition sexuelle des tâches fondée habituellement sur l'idéologie du sang (Daou, 1992).

Tout comme les Nana Benz du Togo, les « femmes-mâles » sont perçues, dans l’imaginaire social, sous des traits masculins. Au foyer, ce sont elles qui assument l’autorité réelle supposée revenir traditionnellement au mari. Dans les activités commerciales, « pour que leur réussite commerciale soit socialement reconnue, elles se “dégénèrent” pour se parer d’attributs masculins » (Toulabor, 2012 : 70). Leurs ressources économiques, matérielles ou symboliques font d’elles des « Amazones du vivrier » (Ouattara et al, 2013), dans le sens où elles rejettent la condition traditionnelle de leur sexe, mais sont fières d’être des femmes hors du commun (Coquery-Vidrovitch, 1994). Ainsi, il ressort de ces propos qu’ « Il y a, en évidence, une substitution identitaire qui crée une nouvelle espèce où la femme, malgré les apparences, est un homme et où l’homme est en réalité une femme. (...). Lorsqu’elle combat, domine et gagne, lui est soumis et dompté, faible et dans la posture de perdant. (...) Tout cela confirme une réelle inversion des natures de l’homme et de la femme. Il y a donc détournement de stéréotypes : le féminin se masculinise et le masculin se féminise » (Kouméalo, 2013 : 97). Youl F. et ses collègues (2017) soutiennent que l’activité de vente de produits agricoles alimentaires aide certaines commerçantes abidj<sup>4</sup> à acquérir une autonomie financière et une revalorisation de leur statut social. Ceci leur confère un certain pouvoir vis-à-vis de l’homme. L’une d’elle affirme même que son époux « n’est là que pour la forme ».

Par ailleurs, les femmes-mâles mobilisent d’autres ressources comme les dons en termes de biens économiques ou symboliques – argent, pagnes, maisons, dépenses alimentaires des ménages – dans le champ social de la conjugalité où elles prennent une ascendance économique de leurs maris et soumettent leurs coépouses. Sehi Bi (2013) fait remarquer que Nanti Lou Rosalie, l’une des initiatrices de la création des coopératives des produits alimentaires à Abidjan, a fait construire gracieusement des villas modernes et meublées à chaque famille du village de son époux,

---

<sup>4</sup>Le peuple Baoulé constitue un ensemble ethnoculturel qui occupe le Centre de la Côte d’Ivoire



Séhifla situé dans la Sous-préfecture de Zuénoula. Toutefois, pour Lecarne (1992), en Afrique de l'ouest, l'argent des femmes n'est pas source de pouvoir dans les rapports entre époux, du fait de la force de « l'idéal » (une zone inconsciente dans laquelle les rapports sociaux paraissent légitimes à ceux qui en subissent les effets négatifs). Par conséquent pour cette auteure, le pouvoir politique masculin, dans le cadre domestique comme dans le domaine public, reste intangible.

Sans nier la pertinence analytique, ni la valeur épistémologique de cette posture, les résultats de la présente étude tendent à démontrer le contraire. En effet, les revenus de la vente d'aliments à Abidjan permettent aux commerçantes de délégitimer la domination du masculin sur le féminin, en construisant le statut de femmes-mâles. En réalité, les dons distribués aux autres cachent une violence symbolique parce qu'ils imposent la domination symbolique mais ressentie, de manière inconsciente comme l'expression de l'amour, de l'altruisme, de la générosité, par les bénéficiaires. Pour les femmes donataires, les biens distribués sont des héritages et doivent s'accompagner de discours de reconnaissance à leur endroit. Ce faisant elles marquent, comme les paysans agni, adioukrou et ébrié, la mémoire collective et s'insèrent, même après leur mort, dans un type des rapports sociaux où elles restent idéologiquement et symboliquement atemporelles (Egnankou, 2016). Nous retiendrons en définitive que, « profitant parfois de leur autonomie financière, de leur instruction scolaire, de l'évolution de certaines valeurs surtout en milieu urbain, [les femmes] font silencieusement, mais efficacement, leur révolution » (Tchak, 1999 : 22).

## **Conclusion :**

Les inégalités de genre légitiment la marginalisation des femmes au profit de la domination des hommes. En plus de cette situation, les crises économiques qui ont accentué la fragilisation du pouvoir financier des hommes ainsi que les conflits entre coépouses poussent des femmes rurales à se déterritorialiser, c'est-à-dire à quitter temporairement les villages pour s'urbaniser, généralement,

à Abidjan. En effet, cette ville présente la caractéristique d'une citée cosmopolite qui garantit une 'invisibilité sociale' et peu de pression à l'enfermement identitaire binaire codifié et stéréotypé. De plus, elle est favorable aux activités génératrices de revenus pour des 'femmes laissées pour compte'. Ces dernières y reconstruisent un autre statut social : celui de femmes socialement modifiées ou de femmes-mâles. Cette reconstruction statutaire est un projet volontaire, conscient et actif de femmes adultes qui adoptent, en rapport avec le fait alimentaire urbain, une mixité de comportements et de pratiques reconnus comme propres aux hommes pour se maintenir dans les activités commerciales, les coopératives et les ménages.

Engagées dans un processus de construction social-historique, les femmes-mâles développent des stratégies qui consistent à se réapproprier le stigmate subi, en s'affirmant dans les domaines où la société les confine : travaux agricoles, vente de produits vivriers et restauration alimentaire. Comme les hommes, elles travaillent à l'extérieur, au 'dehors', dans les coopératives, les marchés, et les rues. Elles prennent des risques en achetant des produits alimentaires dans les zones de guerre, en dormant sur les étals des marchés, en abandonnant temporairement le domicile conjugal pour vendre. Au 'dedans', au sein des ménages, par la prise en charge des dépenses du ménage et par des dons aussi bien financiers que matériels ou symboliques, elles récupèrent idéologiquement les rôles et statuts traditionnellement dévolus aux hommes et imposent, puis renforcent la domination symbolique mais ressentie, de manière inconsciente, aux autres acteurs en présence : maris, coépouses, enfants, pairs coopérateurs, employés de micro-entreprises de restauration. À ce niveau, les liens au fait alimentaire urbain s'intègrent, de notre point de vue, dans une analyse de pouvoir des femmes-mâles. Il en ressort que pour celles-ci, les activités menées autour l'alimentation urbaine se donnent à voir comme un outil de promotion économique, d'insertion professionnelle mais aussi comme un lieu de resocialisation, de reconstruction identitaire et statutaire ainsi que de domination au sein de certains ménages, des marchés, des

coopératives de vivriers et des entreprises de restauration dans la ville d'Abidjan. Autrement dit, dans les rapports inter-genres, intragroupes et l'importance numérique, le capital social, l'expérience et le capital économique sont les plus grandes sources de pouvoir des femmes-mâles de cette ville.

## Bibliographie

ABATE ANN, Mi. (2008). *Tomboys: A Literary and Cultural History*, Philadelphia (Pa.), Temple University Press,

BANDAMAN, M. (1993). *Le fils-de-la-femme-mâle*, Paris : l'Harmattan.

BANQUE MONDIALE. (2013). *Etre femme en Côte d'Ivoire : quelles stratégies d'autonomisation ? Rapport des consultations de la Banque mondiale sur le genre*, Abidjan,

BANQUE MONDIALE (2012). *Rapport sur le développement dans le monde : Egalité des genres et développement Ministère d'Etat, Ministère du Plan, le Plan National de Développement (2012-2015)*, Abidjan.

BERTAUX, D. (1997). « *Récits de vie* », Paris : Nathan.

CHALEARD, J.-L. (1996). *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris : Karthala.

COQUERY-VIDROVITCH, C. (1994). *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris : Desjonquères

COQUERY-VIDROVITCH, C. (2005). « Histoire des Femmes d'Afrique », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 6, 1997, mis en ligne le 01 janvier, consulté le 10 décembre 2020.

DAOU JOIRIS, V. (1992). « Entre le village et la forêt. □ Place des femmes Bakola et daka dans des sociétés □ en voie de sédentarisation (Sud-Cameroun) », *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*, Paris, Editions de l'ORSTOM, Collection Colloques et séminaires, p. 125-148

DOUKA LAVRY, A. M. (2012). « Les vivriers : de l'autoconsommation à l'économie de marché en pays Gouro (Centre Ouest de la Côte d'Ivoire), *Revue de Géographie tropicale et d'environnement*, n°2, Abidjan : EDUCI, p.38-50

EGNANKOU Adolin, P. (2016). « Les choix de pratiques agricoles à partir du cas des paysans agni de Bettié, adioukrou d'Orbaff et ébrié de Songon-Agban (Côte d'Ivoire) », *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, n° 61, p. 11-34

ESSOH, G. (1980). La Filière artisanale de l'attiéké de Dabou à Abidjan. *Mémoire de DEA*, Faculté de Droit et des Sciences Économiques, Montpellier, Université de Montpellier I

INS, RGPH (2019). *Rapport volontaire d'un examen national de la mise oeuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Ministère du plan et du développement.

INS, DGPCP (2015). *Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire*, Abidjan.

KOUMÉALO, A. (2013). « Représentations de la féminité et de la masculinité dans la presse togolaise : étude de la caricature dans Sika'a, Viva et Pipo magazine », *Revue africaine des médias*. 21 (1&2), p.89-108

LECARME, M. (1992). « Territoires du féminin, territoires du masculin : des frontières bien gardées ? », in *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés* (dir : Jeanne BISILLIA), Paris, Editions de l'ORSTOM, Collection Colloques et séminaires, p. 295-326 □

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DES AFFAIRES SOCIALES. (2012). *La stratégie nationale contre les violences basées sur le genre*, Abidjan.

N'DA, P. (2015). *Méthodologie de recherche. De la problématique à la discussion des résultats*, Abidjan : 3<sup>e</sup> Édition, EDUCI.

N'DA, P. (2001). Le baroque et l'esthétique postmoderne dans le roman négro-africain : le cas de Maurice Bandaman, in *Nouvelles*

Adolin Paul EGNANKOU, *Femmes-mâles et alimentation à Abidjan (Côte d'Ivoire)*

*écritures francophones* (Jean Cléo Godin : dir), Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 47-63

OUATTARA, A. et al. (2013). « Ces Amazones du vivrier », *Le communicateur*, n° 11, p.4

SEHI Bi Tra, J. (2013). Émancipation économique de la femme et dynamique des rapports de pouvoir en pays GOURO (Côte d'Ivoire), *Thèse unique de Doctorat de sociologie*, Abidjan, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody

SIAMO, J. (2017). *Genre et marchés. Autonomiser les femmes sur les marchés alimentaires. Étude de cas : la cuisine de rue à Abidjan, Côte d'Ivoire*, Abidjan.

SINGLY DE, F. & GLAUDE, M. (1986). « L'organisation domestique : pouvoir et négociation », *Économie et statistique*, 187, p. 3-30

TCHAK, S. (1999). *La sexualité féminine en Afrique : Domination masculine et libération de la femme*, Paris, Harmattan.

TOULABOR, C. (2012). « Les Nana Benz de Lomé. Mutations d'une bourgeoisie compradore, entre heur et décadence », in *Afrique contemporaine*, 4, n° 244, p. 69-80

VIDAL, C. (1985). « L'artisanat féminin et la restauration populaire à Abidjan », in *Femmes et politiques alimentaires, actes du séminaire international sur la place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires*, Paris, ORSTOM, p. 548-555.

YOUL F. et al. (2017). Socio-anthropologie du processus d'autonomisation des femmes rurales ivoiriennes à travers les activités génératrices de revenus, *European Scientific Journal*, Vol.13, n° 32, p.103-322.